

Ajournement d'été

A mon avis, le même scénario va se reproduire pour le gaz naturel. On ne peut certainement pas accuser le parti libéral de manquer de confiance dans ce domaine. Nous finirons par devoir acheter du gaz naturel à l'étranger dans un avenir assez proche, et il nous coûtera dix ou vingt fois plus que si nous avions conservé nos propres réserves.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Le ministre prétend que nous avons trop de gaz naturel. Monsieur l'Orateur, il pourrait y avoir un excédent de marchandises périssables; il pourrait y avoir un surplus de produits qui risquent de se démoder. Il ne peut toutefois pas être question d'excédent d'énergie. Pour le moment, on ignore encore totalement comment la situation économique évoluera au Canada. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas encore arrivés à fournir du gaz naturel à certains Canadiens qui en ont grandement besoin. Maintenant, nous sommes obligés de dépenser environ 3.6 milliards de dollars pour subventionner l'achat de pétrole étranger alors que nous aurions pu utiliser notre gaz naturel à la place. Tant que nous n'aurons pas une stratégie industrielle et que nous ne pourrons pas acheminer le gaz naturel vers toutes les régions du pays ni leur fournir l'énergie à un prix abordable, le gouvernement ou l'Office national de l'énergie n'arrivera pas à me persuader que nous avons des excédents.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Il n'y a pas d'excédent.

M. Gimaiël: Prouvez-le donc.

M. Deans: Je n'ai pas à le prouver. Cela saute aux yeux. Nous n'avons pas de politique énergétique nationale. Les libéraux ne savent ni comment intégrer nos ressources énergétiques, ni comment s'en servir. Ils ne savent pas dans quelles proportions nous allons nous servir de pétrole, de gaz, d'électricité, de charbon, sans parler de ressources nouvelles, pour répondre à nos besoins d'énergie. Comment pouvons-nous savoir, avant d'avoir une politique énergétique, si l'une ou l'autre de ces ressources est excédentaire? Le gouvernement, aidé par de médiocres députés d'arrière-ban, s'empresse de se défaire de nos réserves de gaz pour faire vite du fric aujourd'hui sans penser à ce qu'il en coûtera pour remplacer cette ressource et sans se soucier des besoins futurs de la population.

M. Rossi: Comment pouvez-vous dire cela sérieusement?

M. Deans: Il suffit d'examiner cette prétendue politique énergétique pour constater que la décision d'entreprendre les travaux du tronçon sud est une décision opportuniste qui ne s'appuie sur aucun élément valable, sinon la création d'une poignée d'emplois à court terme. Monsieur l'Orateur, nous pourrions créer encore plus d'emplois à court terme en nous lançant dans un programme visant à acheminer vers les côtes est et ouest le gaz enfoui dans les gisements existants, mais surtout, nous pourrions créer ainsi une infrastructure qui encouragerait l'essor économique nécessaire pour créer des

emplois à long terme pour les Canadiens. Voilà quel devrait être l'objectif du gouvernement au pouvoir.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Je suis certain que les députés libéraux de l'arrière-ban sont passablement ébranlés par les arguments...

M. Gimaiël: Je ne crois pas.

M. Deans: ...présentés par de nombreux députés cet après-midi.

Des voix: Oh!

● (2040)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Il est difficile de suivre le débat à la Chambre, si les député l'interrompt.

M. Deans: Monsieur l'Orateur, je regrette vivement que vous ne puissiez m'entendre. Je tente de m'adresser directement à vous, et si les députés libéraux de l'arrière-plan veulent rester tranquilles, vous pourriez m'entendre.

Une voix: Tout comme la semaine dernière.

M. Deans: Vous insultez l'Orateur. Il veut m'écouter. Comme ils ne s'en soucient guère, je m'adresserai à vous, monsieur l'Orateur. Comme il est tout à fait évident que le parti libéral se fiche du Canada, vous et moi en parlerons. On ne peut passer sous silence certains faits au sujet du pipe-line. Tout d'abord, nous nous rendons tous compte que le coût global du projet dépassera 20 milliards, peut-être même 30 ou 40 milliards, avant même que les travaux soient entrepris, s'ils le sont. Les mandants emprunteront plus de 80 p. 100 de cette somme des sources de prêt ordinaires.

C'est le plus important investissement de capitaux jamais fait dans le secteur privé. Il est certain que les particuliers ou les sociétés qui prêteront ces capitaux exigeront des garanties précises et globales. Ils tiendront à être assurés que leurs prêts leur seront remboursés, capital et intérêts, en vertu d'un échéancier établi d'avance.

M. Bosley: Comme Chrysler.

M. Deans: Le fait est simplement que les promoteurs du pipe-line de l'autoroute de l'Alaska ne sont pas en mesure d'offrir ces garanties parce que le coût du pipe-line dépassera considérablement leurs avoirs.

Une voix: Donnez-nous un chiffre.

M. Deans: A l'heure actuelle, le chiffre est de 30 milliards de dollars environ et les avoirs cumulatifs des promoteurs n'atteignent pas la moitié de cette somme. Loin de là.

Une voix: Vous n'en êtes pas certain.